

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1922.

BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. RICHARD.

MESSIEURS,

Le budget du Corps de gendarmerie pour l'année 1923 s'élève à la somme de 50,994,400 francs; ces chiffres comparés aux crédits alloués pour l'exercice 1922, accusent une diminution de 12,685 francs.

Envisageant la question de la compression des dépenses, votre rapporteur estime, pour sa part, que le budget, bien que sensiblement le même que celui de l'an dernier, ne pouvait être réduit que si l'on diminuait l'effectif du corps ou les allocations du personnel, deux choses irréalisables, car les effectifs existants sont absolument indispensables, et que, de plus, les allocations des gendarmes peuvent être considérées comme étant conformes aux besoins et en rapport avec le coût de la vie.

Dans cet ordre d'idées, il importe de ne pas perdre de vue que, au moyen de ses appointements le gendarme doit se nourrir, s'entretenir, se chauffer, et s'éclairer; qu'il doit, de plus, payer tous ses effets militaires et civils, supporter

(1) Budget, n° 4-XII.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1) Les membres de la Commission permanente de la Défense nationale : MM. Pirmez, président, Berloz, Buyl, vice-présidents, Ernest, Pierco, Van Hoeck, secrétaires, Bovesse, Brifaut, Crick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warnaffe, Eekelers, Fieullien, Hoen, Huysbauwer, Mansart, Marck, Richard, Vandemeulebroucke et Vandervelde.

2) Six membres nommés par les sections : MM. Ozeray, de Burlet, Richard, Cocq, Pater et Tschoffen.

toutes les réparations nécessitées par l'entretien de ses effets, de sa chaussure, de son harnachement, de son équipement et de son armement, sans compter les petits frais occasionnés par son service.

Afin de répondre à une remarque au sujet des traitements du cadre subalterne par un membre d'une Section, il a été joint au présent rapport une note-annexe A indiquant les traitements et les allocations du personnel de la gendarmerie.

*
* * *

Un membre ayant fait remarquer que les brigades à cheval continuent à être nombreuses et qu'il y aurait lieu d'envisager leur conversion en brigades à pied, votre Commission estime que complémentirement aux explications qu'elle a déjà données l'an dernier à ce sujet, les effectifs actuels des brigades à cheval correspondent à des besoins réels.

Le corps comprend :

58	brigades à cheval chefs-lieux de district ;
3	» rurales ;
22	» installées dans les régions industrielles,
soit 83	» sur un total de 531.

Ce nombre est loin d'être exagéré ; il est justifié par la nécessité de faire intervenir immédiatement la cavalerie à l'occasion d'attroupements résultant de troubles ou d'effervescence.

L'expérience a démontré, en l'occurrence, que quelques cavaliers judicieusement répartis dans la zone à surveiller parviennent à assurer l'ordre sans qu'on ait à déplorer la moindre collision sanglante.

La cavalerie est surtout indispensable dans la région industrielle ; sa disparition constituerait une erreur qu'on ne tarderait pas à regretter.

*
* * *

La Commission a exprimé le désir d'être renseignée sur la composition et la répartition des forces mobiles ; celles-ci comprennent six unités fortes respectivement de :

- 1 capitaine ou capitaine-commandant.
- 2 officiers commandants de peloton.
- 97 cavaliers dont 1 maréchal-ferrant.
- 5 fantassins-ordonnances.
- 14 » affectés à l'escadrille d'autos-mitrailleuses.
- 3 cavaliers chargés de la conduite de la voiture à bagages et de la voiture-cuisine.
- 97 chevaux de selle.
- 3 chevaux de trait.

Les forces mobiles sont réparties à raison d'une unité par groupe de gendarmerie ; ces unités sont installées respectivement à Gand, Anvers, Liège, Namur, Mons et Bruxelles.

En temps normal, les gradés et les gendarmes concourent au service territorial de la brigade du chef-lieu ; ils sont également employés pour le service des tournées et des patrouilles nécessitées par des délits graves ou des crimes.

*
* * *

Un membre de la Commission a fait remarquer que le nombre des gradés paraît disproportionné à celui des gendarmes ; votre Commission estime que cette proportion des gradés est la résultante de l'organisation spéciale de la gendarmerie, organisation qui a fait des gendarmes les auxiliaires du pouvoir en ce qui concerne la sécurité publique, le respect des lois, la répression des délits et des crimes et la coopération à l'important service de la mobilisation.

Le personnel subalterne comprend :

1,478 gradés d'élite.

4,377 maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes.

Les maréchaux-des-logis et les brigadiers ne sont pas, au point de vue « service », des gradés à proprement parler ; ils concourent, au même titre que les gendarmes, aux corvées et à tous les services non imposés aux gradés d'élite.

Ces gradés ont été substitués aux gendarmes de 1^{re}, de 2^e et de 3^e classe qui existaient antérieurement au 5 juillet 1899 ; ils ont été créés en vue de faciliter le recrutement parmi les sous-officiers de l'armée qui, obéissant à un sentiment d'amour-propre, hésitaient à abandonner leurs galons pour devenir gendarmes ; la mesure est plus que jamais d'actualité.

Le nombre des gradés d'élite n'est pas, non plus, disproportionné à celui des autres militaires du corps ; il y a lieu, en effet, de tenir compte de ce que l'organisation de la gendarmerie comprend :

a) les archivistes, les comptables, les secrétaires de district qui, forcément, doivent être des gradés ;

b) les gradés d'élite en sous-ordre dans les chefs-lieux et dans les brigades importantes où ils sont indispensables pour encadrer les jeunes éléments et seconder les chefs de brigade, lesquels ne pourraient, sans leur concours, suffire à leur tâche ;

c) les commandants de brigade au nombre de 334 ;

d) les commandants de poste (une vingtaine actuellement) ;

e) les chefs de bureaux de mobilisation à l'armée de campagne ;

f) les instructeurs (escadron d'instruction, mitrailleurs, etc.) ;

g) les gradés chargés du service extérieur à l'escadron d'instruction.

*
* * *

Votre Commission s'est occupée également de la réduction des dépenses résultant des frais de bureau ; un membre a fait remarquer, à cette occasion, que dans tous les départements on s'est efforcé de réduire ce genre de dépenses, alors que dans la gendarmerie celles-ci sont restées sensiblement les mêmes.

La note-annexe B donne à ce sujet les développements désirés.

La question de la remonte a également retenu l'attention de la Commission ; c'est ainsi que, en ce qui concerne la remise des chevaux dont les officiers se sont

rendus acquéreurs, elle constate que les instructions en vigueur garantissent les intérêts des officiers en même temps qu'elles sauvegardent ceux du Trésor.

*
* *
*

La Commission propose à la Chambre l'adoption du budget pour 1923, par 6 oui, 2 non et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

G^{al} RICHARD.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

ANNEXE A.

TABLEAU indiquant : le traitement, les allocations et indemnités diverses des sous-officiers, brigadiers et gendarmes ainsi que les retenues qui peuvent être opérées sur leur traitement.

Grades.	Traitement mensuel.
Adjudant de 1 ^{re} classe	465 francs
Adjudant de 2 ^e classe	448 —
Premier maréchal des logis chef	430 —
Maréchal des logis chef	420 —
Premier maréchal des logis	400 —
Maréchal des logis de 1 ^{re} classe	380 —
Maréchal des logis de 2 ^e classe	365 —
Brigadier	350 —
Gendarme	300 —

Augmentations triennales.

Chacune des augmentations triennales (9 au maximum) correspond à une période de trois années de bons services accomplis tant à l'armée qu'à la gendarmerie et est fixée comme suit :

Pour les adjudants, 1 ^{ers} maréchaux des logis chefs.	25 francs ⁵ par mois ;
Pour les 1 ^{ers} maréchaux des logis	20 — —
Pour les maréchaux de logis, brigadiers et gendarmes	10 — —

Indemnités de logement.

Aux mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde d'enfant, non logés aux frais de l'État :

Sous-officiers	60 francs par mois
Brigadiers et gendarmes	40 — —

Indemnité mobile de vie chère.

Aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde d'enfant, suivant les indications de l'index number et fixée par le Ministère de la Défense Nationale :

(Actuellement) 40 francs par mois.

Indemnités pour chevrons de front.

Indemnité journalière pour les deux premiers	fr. 0.20 chacun.
Indemnité journalière pour les suivants.	— 0.10 —

Indemnités d'allocations provisoires aux rengagés.

Aux rengagés, mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde d'enfant :

Sous-officiers	40 francs par mois.
Brigadiers	20 —
Gendarmes	15 —

Indemnités aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes montés :

15 francs par mois.

Indemnité de marche ;

Sous-officiers	4 francs par jour.
Brigadiers et gendarmes	3 —

Indemnité de séparation.

Aux militaires mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde d'enfant :

Sous-officiers	3 francs par jour.
Brigadiers et gendarmes	2 —

Indemnités de déménagement (changement d'office).

Aux militaires mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde d'enfant :

Sous-officiers	350 francs.
Brigadiers et gendarmes	300 —

Indemnité pour enfant.

Aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde d'enfant : fr. 0.50 par jour pour chaque enfant à leur charge âgé de moins de 21 ans.

Indemnité de tenue et d'équipement.

Aux militaires subalternes de la gendarmerie est accordée une indemnité provisoire de 50 francs par mois.

Indemnité de bicyclette.

Aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes à pied, 120 francs par an pour entretien, amortissement et réparations.

Indemnités de premier équipement.

Aux candidats nouvellement admis au corps :

Personnel monté 900 francs.

Personnel à pied 800 —

Indemnités pour Don M^{re} (art. 4).

Don M^{re} de 2^e classe (art. 4) fr. 0.20 par jour.

— 1^{re} » id. 0.50 —

Indemnité annuelle aux commandants de canton.

Cette indemnité est fixée pour chaque canton par arrêté royal du 25 mars 1922, n° 11262.

Indemnités spéciales au personnel de la brigade de Laeken

(Arrêté royal du 6 septembre 1909, n° 16731).

Sous-officier commandant la brigade 410 francs par an.

Premiers maréchaux-des-logis chefs et maré-

chaux-des-logis chefs 330 —

Premiers maréchaux-des-logis 250 —

Maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes 180 —

Indemnité pour les chiens.

15 francs par mois.

Indemnité pour lampes électriques.

Fr. 1.50 par mois pour achat, entretien et renouvellement de ces objets.

RETENUES.*Retenue pour médicaments.*

1/2 p. c. du traitement.

*Retenues masse d'habillement.***Cavaliers :**

Retenue de 50 francs par mois jusqu'à ce que le boni à la masse soit de 500 francs.

Fantassins :

Retenue de 50 francs par mois jusqu'à ce que le boni à la masse soit de 200 francs.

Retenues Caisse de Secours.

Célibataires, veufs sans enfant ou avec enfant âgé de plus de 10 ans et ceux qui contractent mariage après l'âge de 45 ans :

Sous-officiers	fr. 3.50	par mois.
Brigadiers	fr. 3.15	—
Gendarmes	fr. 3.00	—

La retenue pour les mariés ou veufs avec enfant âgé de moins de 10 ans est calculée conformément à l'article 11 des statuts. Cette retenue sera toujours indiquée en marge de l'extrait de l'acte de mariage qui est restitué au militaire intéressé après avoir été communiqué au capitaine quartier-maitre trésorier de la Caisse de secours.

Retenue taxe professionnelle.

Cette retenue est opérée conformément à la D. M. du 23 septembre 1920, S. A. C. T. A., 1^{re} division, 1^{er} bureau, n° 108/6/2626 et celle du 4 décembre 1920, n° 108/6/2626/25.

ANNEXE B.

Au moyen des indemnités de bureau, les autorités, chefs de service et commandants d'unités de gendarmerie, doivent faire face aux frais à résulter :

- a) De l'acquisition des imprimés et fournitures de bureau nécessaires au service administratif et au personnel ;
- b) Des abonnements aux O. J. du corps ;
- c) Éventuellement » de place ;
- d) De l'achat et de l'entretien du mobilier, des appareils de chauffage et d'éclairage ;
- e) De l'entretien des bureaux, des machines à écrire et duplicateur.

Ces indemnités sont fixées à :

Chef du corps	3,600
Président du Conseil d'administration centrale .	300
Commandant de la légion mobile	700
— dépôt	350
— groupe d'escadrons de la légion mobile	600
Quartier-maitre	2,000
Administrateur d'habillement	500
Commandant de groupe territorial	700
— compagnie	1,200
— escadron de la légion mobile	700
— — d'instruction	1,100
— district	250
— unité chargée d'administrer le groupe d'autos-canon	100

Les écritures ne comprennent pas seulement l'administration, mais aussi la correspondance avec les échelons supérieurs et inférieurs avec les autorités militaires, judiciaires et civiles.

Elles se rapportent à un effectif généralement élevé (plus de 6,000 hommes pour le chef de corps et une correspondance extraordinairement chargée).

L'on peut dire, sans exagération, que ces indemnités sont plutôt insuffisantes pour couvrir tous les frais, au nombre desquels il faut placer l'achat et l'entretien du mobilier, etc., qui, actuellement, exigent des sommes très élevées.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 DECEMBER 1922.

BEGROOTING VAN HET KORPS DER GENDARMERIE VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RICHARD.

MIJNE HERREN,

Het ontwerp van de begrooting van het gendarmeriekorps voor het jaar 1923 bedraagt 50,994,400 frank; dit cijfer, vergeleken bij dit van het dienstjaar 1922, wijst op eene vermindering van 12,683 frank.

Met het oog op de inkrumping der uitgaven, is uw verslaggever, zijnerzijds, van gevoelen dat de begrooting, hoewel nagenoeg dezelfde als die van verleden jaar, slechts kon ingekrompen worden indien men de getalsterkte van het korps of de bezoldiging van het personeel verminderde, beide onuitvoerbare dingen, daar de huidige getalsterkte volstrekt onontbeerlijk is en dat, daarenboven, de bezoldiging der gendarmen moet aangezien worden als overeenstemmend met de behoeften en strookende met de levensduurte.

In verband hiermede, mag men niet uit het oog verliezen dat de gendarm, door middel van zijne wedde, zich voedsel, onderhoud, vuur en licht moet verschaffen; dat hij, daarenboven, al zijne militaire en burgerlijke kleedingsstukken moet betalen, al de kosten moet dragen voor het onderhoud van zijne kleren en schoenen, van zijn paardengetuig, van zijne uitrusting en zijne bewapening, zonder de kleine kosten te rekenen welke door zijn dienst geveerd worden.

(1) Begrooting n^o 4-XII.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Buyl, ondervoorzitters, Ernest, Pierco, Van Hoeck, secretarissen, Bovesse, Brifaut, Crick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warnaffe, Eekelers, Fieullien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Richard, Vandemeulebroucke en Vandervelde.

2) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren Ozeray, de Burlet, Richard, Cocq, Pater en Tschoffen.

Om te antwoorden op eene aanmerking van een lid der afdeeling, betreffende de jaarwedden van het ondergeschikt personeel, werd bij dit verslag eene bijlage A gevoegd, welke de jaarwedden en de toelagen van het gendarmerie-personeel aangeeft.

*
* * *

Een lid deed opmerken dat de bereden brigades nog steeds talrijk zijn en dat er zou moeten aan gedacht worden ze in brigades te voet te veranderen. Onze Commissie was van gevoelen dat, na de verklaringen welke reeds verleden jaar dienaangaande werden verstrekt, de huidige getalsterkte der bereden brigades aan wezenlijke behoeften beantwoordt.

Het korps omvat :

58	bereden brigades in district-hoofdplaatsen ;
3	— op het platteland ;
22	— in de nijverheidsstrekken ;
of 83	— op een totaal van 531.

Dit aantal is ver van overdreven te zijn ; het is gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid van onverwijld optreden der ruitery bij gelegenheid van samenschottingen ten gevolge van onlusten of gistingen.

Te dien aanzien, heeft de ervaring bewezen dat enkele ruiters, op redematige wijze in de te bewaken streek verspreid, volstaan om den vrede te verzekeren zonder dat men de minste bloedige botsing te betreuren heeft.

De ruitery is vooral onmisbaar in de nijverheidsstreek ; haar verdwijnen zou een fout zijn waarover men spoedig spijt zou hebben.

*
* * *

De Commissie drukte den wensch uit te worden ingelicht omtrent de samenstelling en de indeeling van de mobiele troepen ; deze bestaan uit zes eenheden onderscheidenlijk omvattende :

- 1 kapitein of kapitein-commandant.
- 2 officieren peloton-commandanten.
- 97 ruiters waaronder 1 hoefsmid.
- 3 voetgangers-ordonnansen.
- 14 voetgangers behoorende tot het eskader der auto-mitrailleurs.
- 5 ruiters belast met de begeleiding van het bagage-rijtuig en van het keuken-rijtuig.
- 97 zadelpaarden.
- 5 trekpaarden.

De mobiele troepen zijn verdeeld naar verhouding van eene eenheid per gendarmeriegroep ; deze eenheden zijn onderscheidenlijk gevestigd te Gent, Antwerpen, Luik, Namen, Bergen en Brussel.

In normale tijden, verzekeren de gegradeerden en de gendarmen te zamen den territoriaal dienst van de brigade der hoofdplaats ; zij worden insgelijks gebruikt voor bewakingsdiensten en de patrouilleeringen van zware misdrijven of misdaden.

*
* * *

Een lid der Commissie heeft doen aanmerken dat het getal gegradeerden in wanverhouding schijnt te zijn tot dat der gendarmen; uwe Commissie is van gevoelen dat deze verhouding der gegradeerden het gevolg is van de bijzondere inrichting der gendarmerie, welke inrichting van de gendarmen helpers heeft gemaakt der openbare macht voor wat betreft de veiligheid, de naleving der wetten, de betuigeling der misdrijven en misdaden en de medewerking aan den belangrijken dienst der mobilisatie.

Het ondergeschikt personeel bestaat uit :

1,478 keurgegradeerden ;

4,377 wachtmeesters, brigadiers en gendarmen.

De wachtmeesters en de brigadiers zijn, opzichts den « dienst », eigenlijk geene gegradeerden; zij doen corvée, op dezelfde wijze als de gendarmen, en nemen deel, evenals dezen, aan al de diensten welke niet aan de keurgegradeerden worden opgelegd.

Deze gegradeerden kwamen in de plaats van den gendarmen van 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} klasse, die vóór 5 Juli 1899 bestonden; dit geschiedde om de verwing te vergemakkelijken onder de onderofficieren van het leger, die, gehoor gevende aan een gevoelen van eigenliefde, aarzelden van hunne graden af te zien om gendarm te worden; de maatregel is meer dan ooit van actueel belang.

Het getal keurgegradeerden is evenmin in wanverhouding tot dat der overige militairen van het korps; er moet, inderdaad, rekening worden gehouden met de samenstelling van de gendarmerie, te weten :

a) de archivariissen, boekhouders, district-secretarissen die, noodzakelijkerwijs, gegradeerden moeten zijn;

b) de keurgegradeerden die onder bevel staan in de hoofdplaatsen en in de aanzienlijke brigades waar zij onmisbaar zijn om de jonge manschappen in een kader te kunnen indeelen en bijstand te verleen aan de brigade-oversten welke, zonder hunne medewerking, niet voor hunne taak zouden volstaan;

c) de brigade-commandanten ten getale van 54;

d) de post-commandanten (thans een twintigtal);

e) de bureeloversten voor de mobilisatie in het veldleger;

f) de opleiders (opleidingseskadron, mitrailleurs, enz.);

g) de gegradeerden belast met den buitendienst in het opleidingseskadron.

* * *

Uwe Commissie heeft zich insgelijks beziggehouden met de vermindering der uitgaven voor bureelonkosten; een lid heeft, bij deze gelegenheid doen aanmerken, dat men zich in al de Departementen beijverd heeft dit soort uitgaven in te korten, alhoewel deze in de gendarmerie nagenoeg dezelfde zijn gebleven.

Bijlage B verstrekt daaromtrent de gewenschte inlichting.

Op de quæstie van de remonte werd insgelijks de aandacht van de Commissie gevestigd. Alzoo, wat betreft de teruggave van de paarden welke de officieren hebben aangekocht, stelt zij vast dat de in zwang zijnde onderrichtingen de belangen van de officieren waarborgen en dat zij terzelfdertijd die van de Schatkist vrijwaren.

* * *

Met 6 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen, stelt de Commissie aan de Kamer voor de begrooting van 1923 te willen aannemen.

De Verslaggever,
GENERAAL RICHARD.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.

BIJLAGE A.

TABEL aanduidende : de jaarwedden, de bijwedden en allerlei vergoedingen der onderofficieren, brigadiers en gendarmen alsmede de afhoudingen welke van hunne jaarwedde kunnen gedaan worden.

Graden.	Maandwedde.
Adjudant van 1 ^e klasse.	465 francs
Adjudant van 2 ^e klasse	445 —
Eerste hoofdwachtmeester.	430 —
Hoofdwachtmeester.	420 —
Eerste wachtmeester	400 —
Wachtmeester van 1 ^e klasse	380 —
Wachtmeester van 2 ^e klasse	365 —
Brigadier.	350 —
Gendarm	300 —

Driejaarlijksche verhoogingen.

Elk der driejaarlijksche verhoogingen (9 ten hoogste) komt overeen met een termijn van drie jaar goeden dienst vervuld zoowel in het leger als in de gendarmerie en zij wordt vastgesteld als volgt :

Voor de adjudanten, 1 ^e hoofdwachtmeesters.	25 frank per maand ;
Voor de eerste wachtmeesters,	20 — —
Voor de wachtmeesters, brigadiers en gendarmen	10 — —

Vergoeding voor huisvesting

Aan de gehuwden, weduwnaars met kinderzorg of uit den echt gescheiden en met kinderzorg belast, niet gehuisvest op kosten van den Staat :

Onderofficieren	60 frank per maand.
Brigadiers en gendarmen	40 — —

Veranderlijke duurtetoeslag.

Aan de gehuwde onderofficiers, brigadiers en gendarmen, aan de weduwnaars met kinderzorg of uit den echt gescheiden en met kinderzorg belast, volgens :

aanwijziging van het index-number en volgens vaststelling door den Minister van Landsverdediging :

(Thans) 40 frank per maand.

Vergoedingen voor frõntchevrons.

Dagelijksche vergoeding voor de eerste twee fr. 0,20 voor ieder.

Dagelijksche vergoeding voor de volgende — 0.10 —

Vergoedingen bij voorraad aan de wederdienstnemenden.

Aan de wederdienstnemenden die gehuwd zijn of weduwnaar met kinderzorg of uit den echt gescheiden en met kinderzorg belast :

Onderofficieren 40 frank per maand.

Brigadiers 20 — —

Gendarmen 15 — —

Vergoedingen aan de bereden onderofficieren, brigadiers en gendarmen

15 frank per maand.

Marschvergoeding.

Onderofficieren 4 frank per dag.

Brigadiers en gendarmen 3 — —

Vergoeding bij scheiding.

Aan de gehuwde militairen, aan de weduwnaars met kinderzorg of uit den echt gescheiden en met kinderzorg belast :

Onderofficieren 3 frank per dag.

Brigadiers en gendarmen 2 — —

Vergoedingen bij verhuizing. (Ambtshalve gedwongen).

Aan de gehuwde militairen, aan de weduwnaars met kinderzorg of uit den echt gescheiden en met kinderzorg belast :

Onderofficieren 350 frank.

Brigadiers en gendarmen 300 frank

Kindertoeslag.

Aan de gehuwde onderofficiers, brigadiers en gendarmen, aan de weduwnaars met kinderzorg of uit den echt gescheiden en met kinderzorg belast : fr. 0.50 per dag voor ieder aan hun zorgen toevertrouwd kind beneden 21 jaar.

Vergoeding voor klëedij en uitrusting.

Aan de ondergeschikte militairen der gendarmerie wordt eene vergoeding bij voorraad verleend van 50 frank per maand.

Rijwiel-vergoeding.

Aan de onderofficiers, brigadiers en gendarmen te voet, 120 frank per jaar voor onderhoud, aflossing en herstelling.

Vergoedingen voor eerste uitrusting.

Aan de pas tot het korps toegelaten kandidaten :

Bereden personeel	900 frank
Personeel te voet	800 frank.

Vergoedingen voor Militaire Eereteekens (Art. 4).

Militair eereteeken van tweede klasse (art. 4) fr. 0.20 per dag;

Militair eereteeken van eerste klasse (art. 4) fr. 0.50 per dag.

Jaarlijksche vergoedingen aan de kantonscommandanten.

Deze vergoeding wordt, bij Koninklijk besluit van 25 Maart 1922 (n^o 11262), vastgesteld.

Bijzondere vergoedingen aan het personeel der brigade van Laken.

(Koninklijk besluit van 6 September 1909, n^o 16731.)

Onderofficier, bevel voerend over de brigade	410 frank per jaar.
Eerste opperwachtmeesters en opperwachtmeesters	350 — —
Eerste wachtmeesters	250 — —
Wachtmeesters, brigadiers en gendarmen	180 — —

Vergoeding voor de honden.

13 frank per maand.

Vergoeding voor elektrische lampen.

Fr. 1.50 per maand voor aankoop, onderhoud en vernieuwing dezer voorwerpen.

AFHOUDINGEN.*Afhouding voor geneesmiddelen.*

1/2 t. h. van de jaarwedde.

*Afhoudingen voor de kleeding.***Ruiters :**

Maandelijksche afhouding van 50 frank totdat het boni op het kleedingsfonds 500 frank bedraagt.

Infanteristen :

Maandelijksche afhouding van 50 frank totdat het boni op het kleedingsfonds 200 frank bedraagt.

Afhouding voor de onderstandskas

Ongehuwden, weduwnaar zonder kind of met kind van meer dan 10 jaar oud, en dezen die in 't huwelijk treden na 45 jaar :

Onderofficieren	fr. 3.50 per maand
Brigadiers	5.15 —
Gendarmen	5 00 —

De afhouding voor de gehuwden of de weduwnaars met kind van minder dan 10 jaar wordt berekend volgens artikel 11 der statuten. De afhouding zal altijd aangeteekend worden *in margine* van het uittreksel van huwelijksakte dat aan den belanghebbenden militair wordt teruggegeven na mededeeling ervan aan den kapitein-kwartiermeester die schatbewaarder is van de onderstandskas.

Bedrijfsbelasting.

Deze afhouding wordt gedaan overeenkomstig het M. A. van 23 September 1920, S. A. C. T. A., 1^e afdeling, 1^e bureel, n° 108/6/2626, en dit van 4 December 1920, n° 108/6/26.6/25.

BIJLAGE B.

Met de bureelvergoedingen moeten de overheden, dienstoversten en bevelhebbers van eenheden der gendarmerie, de kosten betalen voortvloeiend uit :

- a) Den aankoop van drukwerk en kantoorbehoeften die noodig zijn voor den bestuursdienst en het personeel ;
- b) De abonnementen op de D. O. van het korps ;
- c) De eventueele abonnementen op de D. O. van de plaats ;
- d) Den aankoop en het onderhoud van het mobiliair, de verwarmings- en verlichtingstoestellen ;
- e) Het onderhoud van de bureelen, schrijfmachines en duplicator.

Deze vergoedingen zijn bepaald op :

Korpsoverste	3,600
Voorzitter van den Centralen bestuursraad	300
Commandant van het mobiele legioen	700
— het dépôt	350
Commandant van eene afdeling eskadrons van het mobiele legioen	600
Kwartiermeester	2,000
Beheerder van het kleedingsmagazijn	500
Territoriale groepscommandant	700
Compagnie commandant	1,200
Eskadron-commandant van het mobiele legioen	700
Commandant van het africhtings-eskadron	1,100

District-Commandant	250
Commandant van de eenheid belast met het be- stuur van de groep auto-kanonnen.	100

Het schrijfsmerk omvat niet enkel het beheer, maar ook de briefwisseling met de hogere en lagere graden der militaire, rechterlijke en burgerlijke overheden.

Zij gaan over een tamelijk hoog manschappental (meer dan 6,000 man voor den korpsverste, en een buitengewoon drukke briefwisseling).

Zonder overdrijving kan men zeggen dat deze vergoedingen onvoldoende zijn om al de kosten te dekken, waaronder het aankopen en het onderhouden van het mobilair, enz., die tegenwoordig zeer hoge sommen eisch

